

CHS-CT du 28 juin 2019
Compte rendu

Le Président ouvre la séance par une minute de silence suite au décès brutal d'un collègue douanier, adjoint au Port de Rouen.

Il annonce le départ de l'assistant de prévention des douanes du Havre pour le Service à Compétence Nationale Garde Côte.

Une déclaration liminaire FO/SOLIDAIRES/CFDT est lue. Les camarades CGT douanes n'étant pas présents, la CGT n'a pas souhaité faire de liminaire.

En réaction à notre liminaire, et suite à nos remarques sur la dégradation inquiétante des résultats de l'observatoire interne, le Président, en « prenant sa casquette » de directeur des Douanes, précise qu'il a présenté tous les documents en Comité Technique, et qu'une large discussion a eu lieu. Il souligne que le conflit aux douanes a trop duré, que l'accord ne finalise pas tout et il sera suivi de groupes de travail immobilier et matériel.

Concernant le transfert de missions douanières à la DGFIP, il a fait une déclaration en CHS-CT sur le caractère anxiogène des sujets. Et il nous certifie que ni lui, ni le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP n'ont des communications du ministre. Il réfute le manque de communication sur les sujets et sur le BSEC. Et il remercie l'ensemble des personnels dans le conflit en Normandie, car le dialogue est resté ouvert

Les délégués **FO FINANCES 76** s'inquiètent des résultats déplorables de l'observatoire interne. Bien que les résultats aient certes été publiés sur Ulysse, c'est le mutisme total de la DGFIP et de notre DRFIP sur l'analyse du sujet... les problèmes ne doivent pas exister chez nous !!!

Le Président répond qu'il faudra effectivement que nous soyons vigilants dans l'accompagnement des agents.

1. Approbation du Procès Verbal du 28 février 2019

Le Président retient la demande de modification faite par un délégué. Les délégués **FO FINANCES 76** ont voté ce PV.

2. Points obligatoires

RSST :

- **Pointeuse d'Elbeuf** : Suite au problème d'installation de la pointeuse à Elbeuf, l'Assistant de Prévention précise que pour certaines demandes, il vaut mieux passer directement par la BALF du service Budget Immobilier Logistique (BIL) que par le Registre Santé et Sécurité au Travail (RSST). Les agents reçoivent un message confirmant la prise en compte de leur demande.

- **Stores de la trésorerie de Mesnil Esnard** : La trésorerie étant en locatif, le remplacement des stores n'a pas été jugé prioritaire par la Directrice. D'autres travaux dans le département ont été privilégiés, notamment le désamiantage des bâtiments sur le Havre.

- Les délégués **FO FINANCES 76** rappellent que le CHS-CT doit être prévenu le plus en amont possible des travaux. Ils demandent si depuis l'annonce de **la géographie revisitée**, il y a eu des remontées sur le RSST.

L'assistant de prévention de la DRFIP répond par l'affirmative : 17 lignes saisies sur le RSST, une fiche de signalement par les collègues du Havre Centre Hospitalier et une remontée collective du Service Impôts Entreprises de Fécamp relative au stress et à la démotivation.

- Sujet « réseaux sociaux » : Il arrive de plus en plus que des agents soient filmés ou photographiés avec diffusion sur le net. L'Administration intervient quand elle le peut légalement (menaces sur les agents) pour faire supprimer ces films auprès des opérateurs.

Cependant le Président précise que si aucune utilisation publique n'est faite, et que l'auteur garde les images de façon « privative », rien ne peut être intenté à son encontre.

- Un agent du BSEN demande un gilet « Brelage ». C'est un gilet de protection. Le Président du CHS-CT reste prudent au regard de la réglementation. Le Médecin de Prévention peut se prononcer sur ces gilets que sur le poids et l'encombrement. Elle n'a pas d'information sur la résistance du gilet par rapport aux balles. C'est du ressort de l'employeur. Le Président indique que le nouveau gilet tactique fait l'unanimité, mais reconnaît qu'il n'est pas forcément adapté pour les personnels maritimes travaillant en milieu confiné, ou dans des conditions de climat difficile.

- Concernant la dotation de téléphones portables aux Douanes - Rouen Port. Le président n'est pas hostile à une dotation de quelques téléphones pour les agents effectuant leur service de contrôle (utilité de la qualité des photos prises).

Accident de travail :

Selon une organisation syndicale un dossier n'aurait pas été présenté au CHS-CT. La DRFIP 76 n'a pas considéré qu'il s'agissait d'un accident de travail mais d'un incident. Pour conclure ce dossier déjà évoqué au précédent CHS-CT, le Président a répondu que les déclarations d'accident doivent être instruites par la direction. Si la réponse est négative, elle n'a pas à être transmise au CHS-CT.

Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP a précisé qu'un écrit motivé sera joint au procès verbal. Le directeur des ressources humaines précise qu'à son sens l'agent n'est pas victime mais plutôt l'auteur de difficultés comportementales rejaillissant sur ses collègues.

Ne prenant pas parti sur le fond du dossier, les délégués **FO FINANCES 76** ont demandé cependant à ce que l'anonymat soit strictement respecté. Le Président juge pertinent cette demande.

Fiche de signalement :

Comme évoqué dans chaque CHS-CT, le nombre de fiche de signalement à la DGFIP est en forte augmentation et les actes commis sont de plus en plus violents. La réduction du nombre de point d'accueil dans nos services publics de proximité et la durée d'attente toujours plus longue génèrent impatience et colère chez nos usagers.

Ces situations tendues se traduisent de plus en plus souvent par des insultes et par des actes violents envers les collègues. Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP a l'audace d'affirmer que la DRFIP n'y est pour rien !!! Il explique qu'il y a souvent des conflits liés au paiement, cela est normal et cela va se résoudre avec le prélèvement à la source, de la réforme de la taxe d'habitation, la déclaration de revenus « implicite »... ben voyons !!!

Moins de missions, moins de conflit !!! suppression des missions, suppression de conflits !!! CQDF !!!

Les délégués **FO FINANCES 76** font remarquer que de plus en plus de fiches de signalements concernent les collègues entre eux, ou le relationnel avec des tiers dits « institutionnels ».

Ils rappellent avoir demandé à plusieurs reprises au sein du CHS-CT la communication des incivilités pour les collègues se déplaçant aux domiciles : agents chargés du recouvrement, brigades. A ce jour, toujours aucune remontée effective. Où est la prévention ? Une fois de plus le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP dit que cela sera fait...

Les délégués **FO FINANCES 76** font mention des fiches non remontées à ce jour suite à la «géographie revisitée » de la part des collègues du havre hôpital !!! Le Président pense que nous aurons dans les séances à venir l'occasion de revenir sur le sujet. Pour nous, il est urgent de l'évoquer le plus tôt possible.

Suivi propositions et avis CHS-CT 76 :

Une mention sur le suivi de la fusion des Service Impôts des Entreprises indiquant que des documents complémentaires ont été fournis. Sauf que nous n'avons pas eu de documents. Pour le Président : il s'agit sûrement d'un oubli ... « involontaire de la DRFIP ».

3. Rapports de visites de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail

DRFIP : les visites ont été faites avec l'Assistant de Prévention et le responsable sécurité de la DRFIP. Il y a une meilleure sensibilisation des gestionnaires de sites et de l'appropriation des rapports.

Trésorerie de Montville: absence d'exercice évacuation. Même s'ils ne sont pas obligatoires réglementairement du fait du caractère locatif, il est prudent de les faire. Problématique de la situation de travailleur isolé selon les horaires (nettoyage).

Suite à la suppression de la trésorerie de Clères, la trésorerie de Montville a été réaménagée et accueille aujourd'hui 7 postes de travail. La norme de 10 m² en tenant compte des bureaux et des espaces de circulation a été respectée. Il subsiste des problèmes acoustiques dû à l'espace contraint et un travail a été réalisé pour améliorer les conditions de travail (travail sur les luminaires). On regrette, une fois de plus, que l'ISST n'ait pas été associé sur ce travail de réaménagement.

CFP d'Yvetot : Il y avait un problème de stockage d'une centaine de poubelles en sous sols, car il manquait une convention avec la communauté de communes pour être doté de bacs jaunes de recyclages tri sélectif. A suivre.

Trésorerie de Fécamp Municipale: Suite à une fissure, une ingénieure structure est passée sur le site, elle a déclaré qu'il n'y avait pas de danger. Vu l'état du local de convivialité, une réflexion est à mener pour l'améliorer.

DOUANES : Service Entretien et Maintenance (SEM) : mise en place de groupe de travail avec la Direction régionale et le médecin de prévention. Le médecin de prévention rappelle la responsabilité du chef de service suite à la visite de 2011.

Le souci principal est d'assurer un suivi des consignes dans la durée. Il faut être vigilant sur le côté atypique du service où ce sont des gens qui travaillent seuls, et la formation des jeunes (22/25 ans) laissent finalement beaucoup à désirer...

4. Présentation des Plans Annuels de Prévention (PAP) – pour avis

PAP Douanes :

- **PAP DI normandie :** Pour le Président, la priorité a été donnée au budget et aux personnels. Toutes les forces actives ont été mobilisées pour la SNCG (garde-côte) dans l'objectif de libérer des locaux propres sur Cherbourg et sur Octeville. Le Président souhaite saisir le pôle ergonomique. La méthodologie de travail est la suivante pour le Directeur Régional des douanes (la Directrice de la DRFIP ferait bien de s'en inspirer !!!)

La réflexion dépasse le cadre d'un seul sujet à un temps T et il préfère s'occuper du sujet globalement pour ne pas avoir à y revenir d'ici 5 ou 6 ans. Cela présente aussi le grand avantage d'être plus sain du point de vue des marchés publics. Les délégués **FO FINANCES 76** ont voté « pour » car le projet a bien été anticipé.

- **PAP DR Rouen :** Les délégués **FO FINANCES 76** ont voté « pour ».

- **PAP DR havre :** Les délégués **FO FINANCES 76** ont voté « pour ».

- **PAP INSEE :** 10 % des effectifs partent prochainement en retraite. Il faudra veiller à la transmission des savoirs. Vu la situation de l'INSEE, les délégués **FO FINANCES 76** se sont abstenus.

- **PAP DRFIP :** Cette année le PAP a été fait « en mode allégé », la Direction, contrairement aux années précédentes, n'a pas fait appel aux gens de terrains. Tous les points qui ont été réglés en année N-1 ont été enlevés du document unique. Le PAP n'est pas révolutionnaire, le but est de consolider.

Les délégués **FO FINANCES 76** reconnaissent l'excellent travail des assistants de prévention notamment sur les mesures de sécurité (incendie, sécurité...).

Mais la mise en place de **la géographie revisitée** fait que toutes les préconisations et recommandations **SONT INTENABLES !!!** Quid des suppressions d'emplois, des résultats de l'observatoire interne, du Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) ?

Au sein de la DGFIP ces outils ne servent qu'à dégager la responsabilité pénale des (ir)responsables !!! Les délégués **FO FINANCES 76** ont votés « contre ».

5. Point d'étape sur le projet de fusion du Service Impôts des Particuliers (SIP) du Havre

Les travaux se feront d'un bloc. Les agents seront déménagés au 1^{er} et au 2nd étages. Cela permettra le désamiantage total du 4^e étage. Les travaux doivent durer un mois. La visite de l'ISST et de l'assistant de prévention est prévue pour la fin de l'année.

6. Cité administrative

Nous sommes en phase de dialogue compétitif avec une procédure spécifique de marché public. Deux entreprises sont retenues. L'accueil du public ne devrait pas se faire dans des locaux modulaires. Une présentation sera faite par le nouveau préfet en septembre. Les délégués **FO FINANCES 76** soulignent à nouveau que **la géographie revisitée** pourrait avoir un impact sur l'organisation du projet cité.

Le Directeur du Pôle Ressource dit que « cette donnée a été pensée » !!!

Ah ... nous qui *croions naïvement* que nous n'étions qu'en phase de concertation jusque septembre et que rien n'était décidé des projets

Les délégués **FO FINANCES 76** relancent la Direction sur la production de l'Avant Projet Sommaire demandé lors des derniers CHS-CT en application des textes. Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources nous indique ne pas l'avoir eu.

Le médecin de prévention demande s'il y aura bien un APS retenu à un moment et s'il sera bien communicable. Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources va demander à ce que le Responsable de la Politique Immobilière de l'Etat vienne nous expliquer ce qu'il nous avait déjà dit au précédent CHS-CT : pas possible. Nous comprendrons sûrement mieux.... Mais nous demanderons toujours la même chose : que le CHS-CT soit informé le plus tôt possible des travaux, surtout de cette ampleur. Mais nos Directeurs ressortent leur mot magique : c'est de la **CONCERTATION**. Sinon, le RPIE reviendra une troisième fois ?

7. Signalétique amiante

Le Président a souhaité qu'un site pilote (la Direction Régionale Rouen Douanes) soit retenu pour la signalétique amiante. Début 2019, il y a eu la réception d'une société avec l'ISST, mais les prestations proposées faisaient doublon avec le référentiel technique. D'autant plus que l'UGAP pourra réaliser la prestation pour faire des plans.

L'ISST précise que la difficulté n'est pas tant de répertorier l'amiante mais plutôt de faire la communication à destination des agents. Il vaut mieux réunir tous les agents hors situation de crise pour les informer que d'attendre une situation de crise ou des travaux de retrait d'amiante. Le Président répond que cela fait vraiment partie de la phase 1 de la prévention, *préventif au terme anxieux d'amiante en tant que tel pour les personnels*.

8. Point d'étape BSEC du Havre

Le camion scanner sera remplacé par un engin fixe nouvelle génération. Le camion ayant été incendié, il est hors d'usage. Une convention de prêt a été passée avec la brigade Ile de France pour avoir un scanner de dépannage. Les douanes ont fait appel au référent sûreté de la police nationale qui a fait un état des lieux et des préconisations complètes (de l'effraction de droit commun jusqu'au risque attentat).

Le Directeur de la Direction Régionale du Havre a rencontré les services portuaires (personnels armés) pour une vigilance accrue. Il y a une phase d'analyse pendant l'été par la Direction Générale sur les offres. En septembre, on aura la date du permis de construire. Les travaux débutent en octobre pour finir en 2020. La mise en service après

période d'essai serait pour novembre 2020. Le Président précise qu'ils essaient de mener en même temps des opérations de rénovation immobilières.

9. Point budget 2019

Les dépenses de formation ont augmenté suite aux nombreuses demandes de formation de la part des personnels, notamment sur le thème « hygiène et sécurité » d'où le dépassement de 15 000€. Si toutes les dépenses sont engagées, il restera 19 169,97 € de budget disponible.

La proposition de « flash lumineux » en cas d'incendie pour avertir les malentendants a été retenue. Le Président valide pour le bureau des douanes d'Evreux la mise en conformité pour 1 300€.

Les délégués **FO FINANCES 76** demandent une formation « Kravamagah » telle qu'elle existe dans le Nord. Formation d'auto-défense et de posture en cas d'agressions et menaces, pour les personnels de terrain. Le Président dit que l'idée est bonne et qu'on l'inscrira au prochain plan de formation. L'Assistant de Prévention de l'INSEE précise que cette formation existe et est dispensée par le personnel pénitentiaire. Il faut en faire la demande auprès du service RH de la préfecture. Le Directeur du pôle ressource de la DRFIP dit qu'il va s'en occuper... à suivre ...

10. Point géographie revisitée - DRFiP 76

POUR INFORMATION : si ce sujet a été mis à l'ordre du jour de ce CHS-CT c'est à la demande des Organisations Syndicales... La DRFIP estimant probablement que c'est un événement mineur dans la vie des services !! Nous passerons aussi sous silence le départ des directeurs de la DRFIP en pleine séance sans explication pour s'absenter plusieurs heures, laissant le malheureux assistant de prévention seul face aux organisations syndicales.

Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP présente le projet du nouveau réseau de proximité. Il explique la philosophie du projet ayant selon lui pour but de servir les collectivités territoriales grâce aux futurs Services de Gestion Comptable (SGC) et aux conseillers des collectivités locales.

On continue dans la concentration des services fiscaux, des SPF-E, des Services des Impôts aux Entreprises et aux Particuliers. Pour lui ce projet donne de la visibilité sur 3 ans. La concertation a débuté avec les personnels, les élus. Nous avons demandé pourquoi il n'y pas de calendrier contrairement à certains départements ?

La Direction répond que la concertation pourrait faire évoluer le projet. Par exemple : le SGC ne serait pas à Gournay en Bray, il serait préférable de le positionner sur Neufchâtel en Bray.

La partie impôts doit être « sortie » des trésoreries au 01 janvier 2020 pour migrer vers les Services Impôts des Particuliers (SIP). Une rencontre avec les parlementaires du département aura lieu en juillet. Mais la concertation avec les usagers semble bien oubliée !!!

Suite aux interpellations des syndicats, le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP nous rétorque que ça se passera bien grâce aux nouveaux moyens de travail (télétravail, travail à distance...), on affectera en fonction du choix de priorité des agents.

Les délégués **FO FINANCES 76** précisent que l'envahissement du CTL du 12 juin est le reflet de l'anxiété, des troubles psycho-sociaux, du bouleversement des situations personnelles, de vie familiale bouleversée et tout cela s'accompagne d'un changement du statut et des règles de mutations.

Nous soulignons que les collègues connaissent la notion de proximité tant pour les usagers que les ordonnateurs, qui sont attachés à nos services. Le flux d'une trésorerie ne pourra pas être tenu par un simple accueil sur rendez-vous, dans une maison de service au public, ouverte sur de rares créneaux...

Les collègues ont supporté les coupes budgétaires, la suppression de personnels. Ce projet est un coup de trop, qu'ils prennent pour un manque de considération flagrant.

Les délégués **FO FINANCES 76** demandent si les acteurs de prévention ont été sollicités, ou à minima prévenus sur le sujet. La réponse est NON !!! Le médecin explique qu'à ce jour la géographie revisitée est encore récente, mais elle fait part de ses craintes. En 2016, il y a eu un plan action national prévention risque psycho-sociaux mais non suivi par un plan d'action.

Les médecins de prévention ne peuvent pas accompagner correctement les agents sujets aux risques psycho-sociaux, s'ils ne connaissent pas les projets...

Les délégués **FO FINANCES 76** rappellent au Directeur du Pôle Pilotage et Ressources de la DRFIP que les règles de priorité sont telles qu'à un moment, ils ne pourront plus faire face... et qu'ils ne pourront satisfaire aux desiderata de mutations contrairement au discours affiché.

11. Dossier et point enquête suicide

Modification du rapport d'enquête – pour avis

Suite aux précisions apportées par le médecin de prévention, ce point sera revu au prochain CHS-CT.

Validation des préconisations – pour avis

Abstention à l'unanimité.

Pour les délégués **FO FINANCES 76**, les préconisations sont une avancée mais quid de l'application face à des préconisations généralistes, sans mesures concrètes et un rapport tardif. Le Président demande que soit communiqué aux agents les préconisations du rapport.

L'ISST intervient pour indiquer que l'enquête a pris du temps, mais la commission d'enquête est allée jusqu'au bout, à savoir des préconisations, ce qui déjà en soit est important et rare.

12. Questions diverses

BSI de Rouen, suite enquête administrative :

Pour rappel : un agent s'estimait discriminé dans les tâches, dans la rétribution, dans la sécurité des missions et estimait subir des violences verbales. Une fiche de signalement a été rédigée en ce sens. Cet agent a été reçu pour la Direction. Il a émis le souhait d'être mis à disposition de brigades voisines et a demandé une enquête administrative. Suite à un audit, une analyse des process travail a eu lieu et n'a relevé aucune anomalie. Une Commission Administrative Paritaire a entériné sa demande de mutation.

Les délégués **FO FINANCES 76** rappellent que les agents qui s'estiment victime de discrimination peuvent saisir la cellule de lutte contre les discriminations du ministère, qui est un bon outil pour analyser le ressenti et la véracité de la discrimination.

Calendrier : visite STA, sensibilisation lecture des documents amiante

- La visite du Service Technique Auto suite aux travaux devrait être vers la fin septembre.
- Le prochain CHS-CT pourrait se tenir le 15 octobre 2019.
- Médecin de prévention : un 3ème médecin prendra ses fonctions à 60 % d'activité. Elle est déjà formée à la médecine de prévention et elle a déjà travaillé dans la Fonction Publique.

Vos délégués **FO FINANCES 76** au CHS-CT 76 :

Titulaires : DEMARTHE Bernard (CFP Bellencombre),
FOURNIER Olivier (DRFIP Rouen).

Pour recevoir nos newsletters en direct, vous pouvez vous abonner :

[ici](#)

